

# Un plan de 8 milliards d'euros pour "enrayer la pauvreté"

Paris, 13 sept. 2018 (AFP) -

Emmanuel Macron dévoile jeudi un plan très attendu de lutte contre la pauvreté, d'un montant de 8 milliards d'euros sur quatre ans, espérant lancer ainsi une nouvelle phase du quinquennat davantage axée sur le social.

Le président doit prononcer dans la matinée, au Musée de l'Homme à Paris, un discours d'environ une heure consacré à une "stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté".

Le chef de l'Etat entend avec ce plan "enrayer les inégalités de destin qui se perpétuent de génération en génération" et permettre aux gens de "sortir de la pauvreté", selon son entourage.

Les mesures sont déjà "entièrement financées", a promis l'Elysée. Le montant? C'est le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, qui a vendu la mèche mercredi dans la version en ligne du quotidien 20 Minutes: le plan sera doté de "8 milliards d'euros répartis sur quatre ans".

Jeudi, M. Macron entendra d'abord les témoignages "de personnes vivant dans la précarité ou ayant réussi à en sortir", avant de livrer "un discours de philosophie générale et de sens", a-t-on expliqué à l'Elysée.

Les détails de la stratégie seront ensuite développés par la ministre des Solidarités, Agnès Buzyn, et le délégué interministériel chargé du dossier, Olivier Noblecourt.

Soucieux de combattre l'image de "président des riches" que lui colle l'opposition, M. Macron avait passé cinq heures lundi dans un centre d'ATD Quart Monde pour échanger avec des personnes touchées par la grande pauvreté, une rencontre qui devrait "nourrir les mots de son discours", ont expliqué ses conseillers.

En présentant ce plan lui-même, Emmanuel Macron veut démontrer l'importance qu'il lui accorde, cinq jours avant la présentation d'une réorganisation du système de santé.

Cette "stratégie nationale" s'appuiera sur deux "piliers", la prévention de la précarité, notamment chez les plus jeunes, et l'aide à la réinsertion vers l'emploi, a détaillé mercredi un conseiller du chef de l'Etat lors d'une rencontre avec la presse.

- "repenser les minima sociaux" -

Sur le premier volet, le plan prévoit notamment d'ouvrir davantage les crèches aux enfants de quartiers prioritaires ou défavorisés - via des bonus financiers aux collectivités -, de créer un fonds pour financer des petits-déjeuners dans les écoles prioritaires ou des tarifs sociaux dans les cantines.

Pour les jeunes, l'obligation de formation passera de 16 à 18 ans. Des moyens supplémentaires seront attribués aux missions locales pour qu'elles repèrent les décrocheurs du système scolaire et leur proposent des formations.

En outre, le dispositif "garantie jeune", pour les 16-25 ans les plus éloignés de l'emploi, sera étendu à "500.000 jeunes avant la fin du quinquennat", contre 100.000 actuellement.

L'Etat veut par ailleurs trouver des solutions avec les départements pour prolonger le suivi des enfants de l'Aide sociale à l'enfance. "Il sera possible de bénéficier de l'aide sociale à l'enfance jusqu'à 21 ans. On ne lâchera plus les jeunes précaires après leur majorité", assure Benjamin Griveaux.

En matière de santé, la CMU (couverture maladie universelle) sera étendue à plusieurs millions de personnes pour qu'elles bénéficient d'une complémentaire santé.

Concernant le "deuxième pilier", l'Elysée promet le "développement massif de dispositifs d'insertion par l'activité économique", considérant que "le retour au travail est le meilleur outil de lutte contre la pauvreté".

Chantiers d'insertion, territoires zéro chômeurs, Travail alternatif payé à la journée (Tapaj)... L'ambition est d'étendre ces dispositifs à 100.000 bénéficiaires supplémentaires d'ici 2022, contre 140.000 aujourd'hui.

Pour Benjamin Griveaux, qui ne détaille pas les moyens supplémentaires, notamment humains, qui seront déployés, "il est normal d'attendre en retour une responsabilisation des personnes accompagnées. Ceux qui ne suivront pas les parcours d'emploi, les formations, ceux-là bien sûr seront sanctionnés".

Le président, qui s'était emporté en juin contre +le pognon de dingue+ que représentent les aides sociales, devrait en outre faire des annonces visant à "repenser les minima sociaux", dont le RSA. Il devrait ainsi annoncer une



PAYS :France  
SURFACE :104 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 13 septembre 2018 - Edition Fil Gen

simplification des démarches afin que les travailleurs sociaux aient plus de temps pour accompagner les bénéficiaires.

L'Elysée a vanté un "changement radical d'approche" pour passer d'une "logique de prestation monétaire" au développement de l'"accompagnement social" dans un pays qui compte près de 9 millions de pauvres, dont 3 millions d'enfants.

jri-ab-jlo-cel/bw

Afp le 13 sept. 18 à 04 00.